

Croissance, qualité de vie et climat : pourquoi les trois obsessions françaises de ce début d'été sont beaucoup plus compatibles qu'il n'y paraît



La préoccupation des Français n'a jamais été aussi claire, précise et déterminée.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Après six mois particulièrement chahutés par le mouvement des gilets jaunes, par le grand débat et le résultat des élections européennes, l'opinion publique est portée par trois grandes ambitions qui tournent à l'obsession, si on se réfère à la synthèse de toutes les études et analyses en profondeur qui ont été faites - et jamais on n'avait autant sondé, radiographié et scannerisé le comportement des Français. Ceux de la ville comme ceux de la province.

Sans caricature, ce qui remonte est très simple :

- la création de richesse
- le bonheur au travail
- la lutte pour le climat.

Ces trois priorités sont cohérentes et compatibles.

Les grandes questions sociétales (GPA, immigration) sont certes importantes, les projets de réformes institutionnelles font aussi débat, les questions idéologiques ou purement politiques, le fonctionnement de la démocratie, toutes ces questions agitent l'opinion publique mais n'apparaissent plus prioritaires comme elles le sont dans les pays d'Europe traversés par la tentation populiste.

La priorité pour l'opinion cible les conditions concrètes de la vie quotidienne.

La première priorité reste très économique et porte sur la question de la création de richesses, d'activité et d'emploi.

Comment créer de la richesse, donc de l'activité dans la mesure où l'amélioration du bien-être dépend principalement de l'enrichissement du plus grand nombre? Seul moyen aussi de faire repartir l'ascenseur social. Le souci de voir son pouvoir d'achat augmenter a été dépassé par le souci de créer des richesses. On se retrouve à un moment de l'histoire où les logiciels habituels font défaut. La logique de la demande a atteint ses limites. Le keynésianisme fiscal (baisse d'impôt) ou social (par l'augmentation des prestations) a soutenu ou produit des coups de fouet à la conjoncture, notamment aux Etats-Unis, mais n'a pas entraîné un modèle durable. La logique de l'offre par l'innovation et la compétitivité, qui passe par un développement du commerce international, n'est plus dans l'air du temps parce que ses résultats ne sont pas toujours bien ressentis. **Bref, on est arrivé à un point où le cycle de croissance, qui a permis de sortir de la crise de 2008 est désormais en risque de se retourner.**

Il faut donc revenir au cœur de la création de richesse, c'est à dire de l'entreprise. C'est le choix confirmé par Emmanuel Macron qui

poursuit son rythme de réformes pro-business et installe une logique de changement des structures de l'économie française. Après six mois de gilets jaunes pendant lesquels on a surtout réclamé un Etat plus fort et plus projecteur, donc plus socialiste, le président de la République reprend son credo plutôt libéral et le corps social semble pour le moment accepter cette perspective. **Le dernier projet de réforme portant sur le chômage a mécontenté tout le monde, mais n'a pas provoqué de tollé général ou de colère.** Il n'y a pas eu un phénomène de rejet. Sur le chômage ou même les retraites.

La deuxième priorité de l'opinion est de mettre en place les conditions de mieux vivre au travail. On a passé une période de presque 30 ans pendant laquelle la société française s'est préoccupée des conditions matérielles du travail, durée et horaires de travail, pénibilité, ergonomie et mise en place des conditions de protection contre les aléas de la conjoncture ? Cette ambition était à la charge des RH. Les directions des relations humaines ont dominé le management des grandes entreprises et accessoirement l'action des syndicats qui ont quand même de plus en plus de mal à se rendre désirables.

La période qui s'ouvre se doit de traiter le bonheur au travail. Alors, la notion de bonheur a une composante technique (les horaires et la durée du travail, les salaires) mais la notion de bonheur au travail porte de plus en plus sur la question stratégique de l'utilité de l'entreprise. Quelle est l'utilité de l'entreprise et sa raison d'être ? Quelle est sa responsabilité sociale et environnementale ? Tous les acteurs de l'entreprise se préoccupent de la RSE telle qu'elle est appliquée, les salariés et les syndicats, les clients et les investisseurs.

La troisième obsession de l'opinion française porte sur le climat et les moyens de lutter contre le réchauffement. Le résultat des européennes, les manifs de gilets jaunes, le succès des ONG, prouvent que le mouvement est puissant, ce qui explique que les responsables politiques veulent traiter cette question au premier rang de leur action.

La France n'est pourtant pas un mauvais élève de la classe consacrée à la transition écologique. La France pourrait même revendiquer d'être à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique. En 2018, ses émissions de gaz à effet de serre (GES) ont reculé de 4,2%, selon le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA). De 465 millions de tonnes équivalent CO2 en 2017, le niveau des émissions est descendu à 445 millions l'an dernier.

Alors ce recul est imputable à la douceur de l'hiver passée, au ralentissement des productions purement industrielles, et aussi à la fin programmée du diesel consécutif à l'arrivée de l'électrique.

Cette tendance est intéressante parce qu'elle s'inscrit en période de croissance. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas de contradiction entre la lutte contre le réchauffement climatique et la croissance.

Alors, c'est important parce que la partie la plus puissante du courant écologique prône la décroissance pour protéger l'environnement. D'une certaine façon, c'est assez logique. Si on réduit la croissance, on réduit aussi les émissions de gaz à effet de serre. Cette équation donne facilement lieu à des projets complètement malthusiens et surréalistes ou aberrants. **Interdire le transport aérien, réduire la vitesse et même la circulation automobile etc... autant de projets qui font fi des capacités du progrès technologique et de l'intelligence humaine.**

Parce que l'écologie positive passe par des outils innovants et intelligents qui apportent des facteurs de progrès (médecine par exemple, électrification de propulsion de bateau ou d'avion). Cette écologie positive est le plus souvent portée par les entreprises. Les entreprises, en effet, ont tout intérêt à produire propre ou à limiter le CO2 pour satisfaire leurs clients, leurs investisseurs et leurs salariés. On retombe sur la compatibilité entre la croissance et la lutte pour la protection de l'environnement.